



**NEWS<sup>1</sup> SITUATION TRACKING  
GUINEA  
BULLETIN DE SUIVI DE SITUATION**

**Locations:** Linsa – Kindia - Conakry - Kalinko  
**Issue :** Violences post-électorales  
**Date :** Du 04 Février au 06 Février 2018



PROFIL DES COMMUNAUTES	PARTIES PRENANTES	DESCRIPTION DE L'INCIDENT
<p><b>Démographie de base :</b></p> <p><b>Population</b></p> <p><b>Linsan :</b> Population : 10 369 hab. (2014)</p> <p><b>Kindia :</b> Population : 181 126 hab. (2008)</p> <p><b>Conakry :</b> Population : 1,661 million hab. (2014)</p> <p><b>Kalinko :</b> Population : 31 797 hab. (2015)</p> <p><b>Géographie des points chauds :</b></p> <p><b>Linsan :</b> Situé entre les préfectures de Kindia et Mamou, Linsan est l'une des dix sous-préfectures de la région administrative de Kindia.</p> <p><b>Kindia :</b> est l'une des huit (8) régions administratives de la Guinée. La ville de Kindia située à 135 km de la capitale Conakry. Peuplée essentiellement de Soussous, de Peuls et Sarakorés, elle est le chef-lieu de région. Elle aussi composée de</p>	<p><b>Acteurs directs :</b> Opposition et mouvance présidentielle notamment les militants de l'UFDG et ceux du RPG –Arc-En-Ciel, ainsi que les agents de l'unité spéciale de sécurisation des élections (USSEL).</p> <p><b>Personnes affectées :</b> Les populations des différentes localités touchées, les agents de l'unité spéciale de sécurisation des élections (USSEL), les femmes et les enfants.</p> <p><b>Acteurs intéressés :</b> La commission électorale nationale indépendante (CENI), le Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation, l'unité spéciale de sécurisation des élections locales (USSEL), les médias, la Société civile, les acteurs politiques, les leaders religieux, les partenaires</p>	<p>C'est en 2005 que les dernières élections locales ont eu lieu en Guinée. Après des années durant, ce scrutin qui devrait se tenir en 2013, a été reporté à plusieurs reprises de 2014 à 2015 et puis, de 2015 à 2016 par la Commission Electorale Nationale Independante (CENI), l'organe en charge des élections en Guinée. Ce retard a entraîné des crises politiques au point que beaucoup d'observateurs nationaux et internationaux se posaient la question à savoir si l'Etat avait la volonté manifeste d'organiser ce scrutin et aussi, si tout les moyens logistiques étaient réunis par la CENI pour aller à une élection crédible transparente dont tous les guinéens attendent? C'est ainsi que par le décret D/2017/305/PRG/SGG du 04 décembre 2017, le président de la république a convoqué le corps électoral devant élire leurs conseillers communaux dans les 342 communes de Guinée.</p> <p>Le dimanche 04 fevrier 2018, après plusieurs atermoiements les guinéens ont finalement voté dans le calme et la sérénité. Cependant, dès l'affichage des premiers procès-verbaux au niveau des commissions administratives de centralisation des votes (CACV), des suspicions et tentatives de fraudes ont été dénoncées par les différents acteurs impliqués dans le processus, notamment les partis politiques, la société civile et les médias.</p> <p>Suite à ces allégations de fraudes, des violences post électorales ont été enregistrés dans plusieurs localités du pays entraînant au moins 06 cas de morts, une</p>

<sup>1</sup> NEWS : National Early Warning System (Système National d'Alerte Précoce-SNAP)

vingt-un (21) quartiers dont Banlieue, Cacia, Abatoir, Kenende Kondetta, Manquepas, Yeole, Gare, Thierno Djibya, Sinaniya, Tafory, Sarakhoya, Ferefou, Gadawawa, Caravancerail, Wondy, Fissa, Kolia, Sambayah, Tapyauka et Mangoya. Kindia est réputée être la capitale des agrumes et la cinquième ville la plus peuplée après Conakry, Nzérékoré, Guéckédou et Kankan.

(<https://fr.wikipedia.org/wiki/Kindia>)

**Conakry** : Capitale de la république de Guinée, Conakry est située sur l'océan Atlantique et se subdivise en cinq communes dont Kaloum ; Dixinn, Matam, Ratoma et Matoto.

**Kalinko** : est une sous-préfecture dans la Préfecture Dinguiraye en Haute Guinée. Elle est peuplée de Peuls et malinkés. Kalinko est composé de 17 districts dont les 14 sont occupés par la communauté peul..

techniques et financiers, l'institution nationale indépendante des droits de l'Homme (l'INIDH) et la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

cinquantaine de blessés et des dégâts matériels importants selon les sources officielles.

Ces différentes violences ont été observées principalement dans quatre (04) localités dont :

**Linsan** : où le lundi 05 février 2018, de violents affrontements ont éclaté entre militants du RPG arc-en-ciel (parti au pouvoir) et ceux de l'UFDG (opposition). De nombreuses personnes ont été blessées des maisons incendiées.

**Kindia** : Dans cette même journée du 05 février 2018, la ville a enregistré selon nos sources d'information des accrochages entre agents de sécurité et jeunes proches de l'opposition. Ces derniers tenaient à surveiller leur vote au niveau des CACV. Ces incidents malheureux ont entraîné la mort d'un jeune homme âgé d'une vingtaine d'années.

**Conakry** : Dans la matinée du mardi 06 février 2018, plusieurs automobilistes sur l'axe Bambéto-Hamdalaye ont été obligés de rebrousser chemin du fait des jeunes manifestants qui avaient érigé des barricades et incendié des pneus dans les rues. Aussi, sur l'axe Kagbéle-Dubreka plus précisément à Baylobaya, des jeunes se sont attaqués aux agents de la gendarmerie en incendiant leur pick-up. Des actes de vandalisme ont été également enregistrés, des boutiques incendiées et vidées de leur contenu. Il est à déplorer que cette situation a empêché la tenue régulière des cours dans plusieurs établissements et a aussi paralysé beaucoup d'activités économiques dans la capitale Conakry.

**Kalinko** : Ce village située à 70km du chef-lieu de la commune urbaine de Dinguiraye aura obtenu la palme d'or de la violence en entraînant la mort de cinq (05) nourrissons complètement calcinés, trente (30) blessés dont dix (10) cas graves, plus d'une cinquantaine de boutiques et cases avec leur contenu incendiées. De par son passé, cette sous-préfecture n'avait jamais connu ce genre de violence surtout celle liée à la politique. La communautés Peuls et Malinkés ont toujours eu des rapports de bon voisinage et de la cohabitation pacifique comme d'ailleurs dans la plus des localités où les Malinkés et Peuls s'y trouvent. Mais avec la montée

en puissance de l'intolérance ethnique et politique en Guinée, le risque des affrontements entre Malinkés et Peuls, deux ethnies relativement majoritaires est devenu très éminent.

Malheureusement la liste est loin d'être exhaustive car chaque jour nous assistons à de nouveaux cas de violences aussi bien en province que dans la capitale Conakry. Toutes choses qui créent un sentiment de psychose chez les populations et paralysent les activités socio-économiques affectant ainsi la paix sociale et l'unité nationale qui sont déjà très fragilisées.

Au regard de ce tableau sombre, il urge de prendre des dispositions pratiques et efficaces pour éviter le pire. C'est pourquoi nous recommandons :

**A la CENI de :**

- Publier les résultats tels que sortis des urnes et dans les délais requis,
- Continuer à sensibiliser les populations sur le processus électoral
- Qualifier davantage le processus électoral.

**Au Gouvernement:**

- D'observer et faire observer le principe de neutralité dans le processus électoral.

**Aux partis politiques de :**

- Continuer à sensibiliser et à éduquer leurs militants et partisans de s'abstenir à toute forme de violence et promouvoir la non-violence dans la requête de leur droit.
- Respecter les résultats des urnes
- Au cas échéant toujours privilégier les voies légales de recours.

**A l'Unité Spéciale de Sécurisation des élections (USSEL) :**

- A poursuivre leur mission de sécurisation dans le respect des normes.
- De résister à toute forme ou tentative de provocation de la part des manifestants

**A la Société civile de :**

- Continuer à éduquer et sensibiliser les citoyens sur la non-violence et le renforcement de la cohésion sociale.
- Renforcer les capacités des acteurs communautaires en prévention et gestion des conflits et surtout ceux liés aux élections.

- Mener des actions de plaidoyer à l'endroit des autorités pour l'observance des principes démocratiques.

**A la population de :**

- Rejeter toute forme de violence et gérer de manière pacifique les conflits pour une cohésion sociale durable.
- Promouvoir le dialogue avec les autorités locales et les forces de l'ordre.
- Respecter les édifices publics ou symboles de l'Etat
- Eviter les actes de vandalisme.

**A la CEDEAO:**

- D'appeler immédiatement les auteurs au calme et la retenue afin d'éviter que la Guinée sombre dans les violences post-électorales.
- De dépêcher des émissaires de la commission de la CEDEAO afin d'engager les acteurs pour un dénouement paisible de cette crise post-électorale.